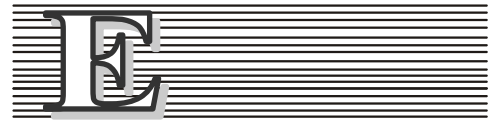




**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Vingt-neuvième réunion du Comité d'experts



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/COE/29/14
18 mars 2010

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Réunion du Comité d'experts de la troisième réunion annuelle
conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances
de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains
des finances, de la planification et du développement économique
de la Commission économique pour l'Afrique**

Lilongwe (Malawi)
25-28 mars 2010

**Changements récemment apportés à l'organisation du secrétariat
de la CEA : note du Secrétaire exécutif**

A. Historique

1. En 2006, la CEA a lancé un programme de réforme important afin de se repositionner pour mieux servir l'Afrique dans le contexte des évolutions qui ont marqué le continent et le reste du monde. Le Secrétaire exécutif a ainsi présenté une note (E/ECA/CM.39/7) à la trente-neuvième session de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, dans laquelle il a exposé le bien-fondé du repositionnement et en a présenté les principaux éléments.

2. L'exercice de repositionnement a été conduit compte tenu de trois principes : l'excellence, le rapport coût-efficacité et le renforcement des partenariats pour améliorer l'exécution aux niveaux du programme, de la gestion et de l'organisation et sur le plan intergouvernemental. Cet exercice reposait sur deux piliers essentiels: la promotion de l'intégration régionale et la contribution à la satisfaction des besoins spéciaux de l'Afrique. À ces deux piliers se sont ajoutés deux autres grands axes portant sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la CEA et l'optimisation des partenariats afin d'en amplifier les effets. Des changements ont été apportés à la structure administrative pour accompagner la nouvelle orientation stratégique et les nouvelles priorités programmatiques.

3. Cet exercice de repositionnement a permis à la CEA d'être plus forte, de mieux répondre aux besoins, de mieux centrer son action et de s'acquitter de son mandat plus efficacement. Ses références, à la fois en tant qu'instance régionale de concertation et de défenseur du développement de l'Afrique, n'ont jamais été aussi bonnes.

B. Bien-fondé de l'examen

4. Après trois années de réforme, la CEA a réussi à tirer quelques enseignements utiles de l'exercice de repositionnement, à la faveur notamment de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de ses principaux objectifs, pour cerner les difficultés qui persistent et procéder aux ajustements nécessaires afin d'amplifier les effets de cet exercice. À cette fin, le Secrétaire exécutif a chargé un consultant international de haut niveau d'entreprendre un examen et une évaluation d'ensemble des programmes de la CEA et de formuler des recommandations pour les renforcer et les adapter à l'évolution des besoins et priorités des États membres. Le rapport du consultant a été présenté en septembre 2009 aux cadres supérieurs de la CEA, réunis à cette occasion pour procéder à un examen de l'exécution du programme et de la gestion. Le rapport a également bénéficié des débats qui ont eu lieu au sein de l'équipe de direction et avec un groupe de fonctionnaires de la CEA, mais aussi de la contribution d'une équipe spéciale créée par le Secrétaire exécutif.

5. La présente note vise à informer les participants à la session annuelle de la Commission/Conférence des ministres des conclusions de cet examen, de son bien-fondé et des changements mineurs qui en ont découlé.

C. Examen

6. Il ressort de l'examen précité que la CEA a accompli des progrès remarquables dans l'exécution de son programme, y compris des sous-programmes réintroduits tels que la statistique, et des nouveaux domaines prioritaires qui n'avaient pas été prévus au moment de l'exercice de

repositionnement, notamment les changements climatiques et la crise économique et financière mondiale. Les partenariats avec les autres organisations, notamment la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement, ont été renforcés et les partenaires bilatéraux ont manifesté leur appui en mobilisant des ressources supplémentaires importantes au service de l'exécution des actions prioritaires du plan d'activités de la CEA 2007-2009, qui reflète la nouvelle orientation stratégique de la Commission. À la fin de 2009, les engagements en appui à l'exécution du plan d'activités avaient atteint 72 millions de dollars. En outre, les bureaux sous-régionaux ont tous signé des programmes de travail pluriannuels avec leurs communautés économiques régionales respectives et ont reçu davantage de ressources et un plus grand appui de la part du siège de la CEA.

7. Cependant, il est ressorti de l'examen que de nombreux écueils continuaient d'empêcher la réalisation des objectifs du repositionnement de la CEA. On a relevé que les responsabilités étaient diluées dans certains domaines d'intervention clefs tels que le commerce et l'environnement, ainsi que dans des cadres de développement importants tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés. L'initiative de gestion des connaissances n'a pas eu les effets attendus malgré quelques succès initiaux, tandis que les processus d'appui à la gestion ont donné des résultats inégaux. Les blocages qui persistent dans de nombreux rouages du système – y compris dans les domaines organisationnels où l'exercice de repositionnement était censé apporter des améliorations tels que la planification, la budgétisation, l'utilisation des ressources et les recrutements – n'ont pas permis d'exécuter le programme de façon à la fois rationnelle et efficace.

D. Principaux aspects des changements organisationnels

8. À la lumière des recommandations du consultant et des larges consultations qui ont eu lieu avec le personnel de la CEA, des changements mineurs ont été apportés à l'organisation de la CEA. Il en est brièvement rendu compte ci-dessous.

9. L'ancienne Division du NEPAD et de l'intégration régionale (DNIR) est devenue la Division de l'intégration régionale et du commerce (DIRC), en intégrant les sections de l'intégration régionale, de l'infrastructure et du commerce. Cette nouvelle configuration devrait permettre de remédier à la fragmentation du secteur du commerce qui était à cheval entre deux divisions, l'une s'occupant du commerce intra-africain et l'autre du commerce international.

10. L'ex-Division du commerce, des finances et du développement économique (DCFD) a été reconfigurée et devient la Division du développement économique et du NEPAD (DDEN), à laquelle sont rattachées les sections de l'analyse macroéconomique, du NEPAD, des finances et de l'investissement et des OMD et des PMA. Le fusionnement au sein d'une même division des activités concernant le NEPAD et les OMD/Programme d'action de Bruxelles devrait permettre de donner plus de cohérence à l'action concernant les divers cadres de développement mondiaux et africains.

11. D'autres changements mineurs dans la structure du programme ont porté sur le rattachement des fonctions concernant l'eau à la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (DSADD). Ces fonctions étaient auparavant exercées par de la Division du NEPAD et de l'intégration régionale (DNIR). La bibliothèque de la CEA relève désormais de la Division des

technologies de l'information et de la communication, de la science et de la technologie (DTST), ce qui lui permettra d'accomplir des missions liées au programme et de dynamiser ses liens avec les technologies de l'information et de la communication. La DTST élargira le champ de ses interventions à diverses applications en ligne, y compris l'information géographique. Une fonction de coordination des bases de données a été créée au sein du Centre africain pour la statistique, ce qui lui donnera une place plus grande dans la nouvelle structure.

12. Pour alléger la charge qui pèse sur le Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes (BPG) et remédier aux facteurs de blocage observés, la section du budget a été rattachée de nouveau à la Division de l'administration et on a créé le Bureau des partenariats et de la coopération technique (BPCT) auprès du Cabinet du Secrétaire exécutif, afin de gérer un appui extrabudgétaire plus important. Le BPCT assumera les fonctions de secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui a été créé à la faveur du repositionnement de la CEA et chargé de gérer les ressources extrabudgétaires de façon transparente, responsable et efficace.

13. Il y a lieu de noter que les changements mis en œuvre n'ont eu aucune incidence sur les plans du budget et du personnel. Tous les fonctionnaires touchés par cet exercice ont été redéployés avec leurs sections respectives et dans le cadre du budget existant.

E. Conclusion et prochaines étapes

14. La réforme étant un processus continu, le secrétariat de la CEA poursuivra l'examen et la réorientation de son programme de travail de sorte qu'il puisse répondre plus efficacement à l'évolution des besoins et priorités des États membres, compte tenu des problématiques et difficultés nouvelles. La Commission continuera également de renforcer sa collaboration avec les autres organisations, notamment l'Union africaine, la BAD et les organismes des Nations Unies, afin d'établir des synergies, d'éviter les doubles emplois et de donner le maximum d'impact à ses activités. Le budget-programme approuvé pour l'exercice 2010-2011 sera révisé afin de refléter les conclusions de l'examen précité et des changements organisationnels qui en ont résulté.